



AMBASSADE DE FRANCE EN ALLEMAGNE
SERVICE DE PRESSE et D'INFORMATION

Revue de la presse allemande semaine du 23 au 30 mai 2008

POLITIQUE INTERIEURE

Mme Gesine Schwan candidate à la présidence de la République fédérale

L'ensemble de la presse s'est fait l'écho de la décision prise à l'unanimité par le SPD de présenter Mme Gesine Schwan à l'élection présidentielle de mai 2009, face à l'actuel président Horst Köhler soutenu par la CDU/CSU. Agée de 65 ans, Mme Schwan est actuellement coordinatrice du gouvernement pour les relations germano-polonaises et présidente de l'université européenne Viadrina de Francfort sur l'Oder.

Si elle loue les mérites de Mme Schwan, « femme intelligente et vive d'esprit, intègre et à la bonne humeur communicative » (*Tagesspiegel*), intellectuelle défendant des valeurs de gauche et « seule personne susceptible de rassembler sur son nom l'ensemble des sociaux-démocrates » (*Handelsblatt*), la presse n'en demeure pas moins critique sur les circonstances dans lesquelles sa candidature a été proposée par le SPD. « Rien que la manière dont le SPD s'y est pris témoigne de la faiblesse du parti présidé par Kurt Beck », estime ainsi le *Financial Times Deutschland*, tandis que, selon la *Berliner Zeitung*, Gesine Schwan apparaît comme « l'ultime espoir d'un parti plus que jamais à la recherche de lui-même ».

Une affaire d'espionnage ébranle Deutsche Telekom

Les révélations concernant Deutsche Telekom qui a avoué avoir surveillé en 2005 et 2006 les communications téléphoniques de ses cadres dirigeants, de membres de son conseil de surveillance et de journalistes afin d'identifier des sources de fuites à la presse, ont dominé cette semaine l'actualité de politique intérieure. La *Süddeutsche Zeitung* rapporte dans son édition de vendredi 30 mai que Deutsche Telekom, qui aurait versé 350 000 euros à une entreprise de sécurité, a également fait espionner les données bancaires de journalistes et de membres du conseil de surveillance et suivi leurs déplacements, en repérant la provenance des appels de téléphones mobiles.

Sévères à l'encontre du groupe allemand, les journaux s'indignent de pratiques « criminelles » et « arrogantes » illustrant le peu de respect qu'ont certaines entreprises à

l'égard de la loi et de leur propre clientèle (*Tagesspiegel*). « On ne peut plus continuer comme ça », écrit la *FAZ* en rappelant l'affaire d'espionnage ayant ébranlé le discount Lidl tandis que *Die Welt*, estime « inacceptable » que des managers aient pu se livrer à de telles pratiques dans le but « non pas de garantir la sécurité de l'entreprise mais de se mettre personnellement à l'abri de journalistes jugés trop curieux. ».

POLITIQUE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE

Conférence de l'ONU sur la biodiversité à Bonn

A l'instar du quotidien de Munich qui estime que l'annonce par la chancelière est un « signal positif au bon moment », la presse salue unanimement le fait que l'Allemagne verse une contribution supplémentaire qui atteindra en 2013 un demi milliard par an pour la protection des forêts et des autres écosystèmes menacés. Elle se montre toutefois sceptique sur la portée réelle de cette annonce car « ce n'est pas qu'une question d'argent, il s'agit aussi de se mettre d'accord sur une nouvelle définition des trésors du monde et de la responsabilité commune qui nous incombe à leur égard, ce qui sera extrêmement difficile » indique la *Süddeutsche Zeitung*, rejointe dans son analyse par la *Frankfurter Rundschau*.

Conférence de Dublin sur les bombes à sous-munitions

La presse fait état de la satisfaction du gouvernement fédéral suite à l'adoption formelle par les 111 pays participants à la conférence de Dublin d'une convention interdisant l'utilisation des armes à sous-munitions dans le monde. Les journaux rapportent que les ministres allemands de la Défense et des Affaires étrangères ont annoncé que l'Allemagne renonçait « dès maintenant et de manière unilatérale à tous les types d'armes à sous-munitions » et allait « procéder le plus vite possible à la destruction de tous les stocks disponibles ».

Tout en saluant un « succès de la diplomatie internationale » (*Tagesspiegel*), les éditorialistes soulignent que le compromis intervenu prévoit des « exceptions » comme la possibilité de coopérer militairement avec des Etats n'ayant pas renoncé à l'utilisation des armes incriminées et s'accordent à considérer qu'il s'agissait là de « ménager des pays tels que les Etats-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde ou encore Israël qui ne se sont pas associés à cette interdiction »./.